



JUSTICE PÉNALE

11 | LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES MIS EN CAUSE DANS LES INFRACTIONS PÉNALES

11.1 LES CARACTÉRISTIQUES DES MIS EN CAUSE TRAITÉS PAR LES PARQUETS

Les affaires traitées par les parquets en 2024 ont concerné plus de 1,9 million de mis en cause pour une infraction pénale (crimes, délits, contraventions de 5^e classe). Parmi ces personnes incriminées, 5 % sont des personnes morales (104 300), 17 % des femmes et 78 % des hommes. Par ailleurs, 9 % sont mineurs au moment des faits.

Les femmes soupçonnées d’infractions pénales ont en moyenne 37,0 ans, contre 34,3 ans pour les hommes ; 31 % ont moins de 30 ans (contre 41 % des hommes) et 33 % sont âgées de 40 ans ou plus, contre 28 % des hommes. Les mineurs au moment des faits représentent 7 % des femmes mises en cause dans des infractions pénales ; la part des mineurs au moment des faits est de 10 % parmi les hommes mis en cause.

Ces personnes mises en cause sont principalement impliquées dans trois grandes natures d’affaire principale : les atteintes à la personne (37 %), les infractions en matière de circulation routière et de transport (22 %) et les atteintes aux biens (20 %). Viennent ensuite les atteintes à l’autorité de l’État (9 %) et les

infractions relatives à la santé publique, essentiellement les infractions à la législation sur les stupéfiants (6 %). Les femmes sont beaucoup moins mises en cause pour un contentieux routier (15 % des femmes mises en cause contre 23 % pour les hommes) ou pour une infraction à la santé publique (3 % contre 7 %), mais le sont proportionnellement plus souvent pour une atteinte à la personne (49 % contre 36 %). S’agissant des personnes morales, les infractions en matière de transports (31 %), les atteintes à l’ordre économique, financier ou social (29 %), et les atteintes aux biens (18 %) sont les plus fréquentes.

En 2024, près des deux tiers des personnes mises en cause sont poursuivables. La proportion de personnes poursuivables est plus élevée s’agissant des infractions à la santé publique (84 %) ou à la circulation et aux transports (81 %), mais plus faible en matière d’atteintes aux personnes (50 %). La proportion de mis en cause poursuivables varie selon le genre : 55 % des femmes mises en cause sont poursuivables, 66 % des hommes et 51 % des personnes morales.

Définitions et méthodes

Les données relatives à l’année 2024 sont provisoires.

On considère ici, sans remise en cause de la présomption d’innocence, qu’une personne **mise en cause** est une personne physique ou morale qui est mise en cause dans une procédure judiciaire pour avoir commis ou tenté de commettre une infraction. Cette infraction peut être un crime, un délit ou une contravention.

Les données présentées ici sont en **unité de compte mis en cause-affaire** : une personne mise en cause dans plusieurs affaires sera comptabilisée autant de fois qu’il y a d’affaires.

Affaire non poursuivable : affaire traitée par le parquet qui a été classée sans suite parce que les poursuites étaient impossibles, soit pour un motif de fait (auteur inconnu par exemple), soit pour un motif de droit (absence d’infraction par exemple).

Affaire poursuivable : affaire traitée par le parquet dans laquelle il n’existe aucun motif de fait ou de droit rendant impossible la poursuite devant une juridiction pénale. Une affaire poursuivable peut donner lieu à un classement sans suite pour inopportunité aux poursuites, à une alternative aux poursuites (dont la composition pénale) ou à une poursuite.

Cf. glossaire pour les termes suivants : crime, délit, contravention.

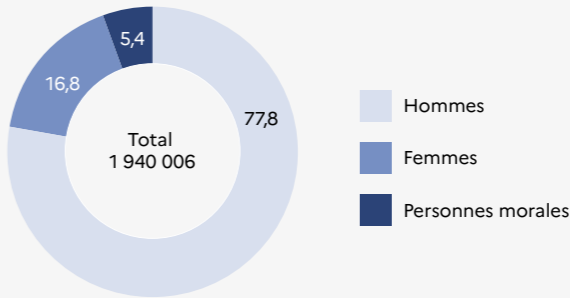
Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Pour en savoir plus : Les indicateurs statistiques pénaux | Ministère de la justice.

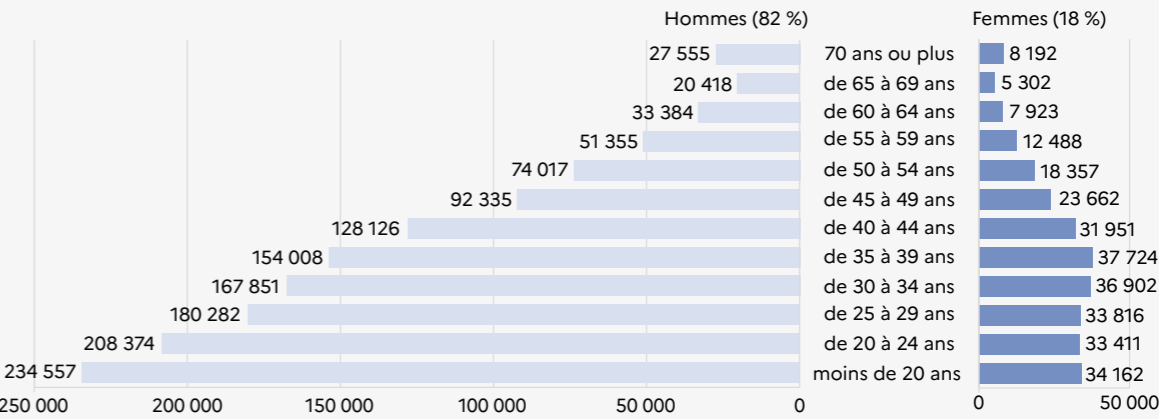
1. Mis en cause dans les affaires traitées par les parquets en 2024 selon le type de mis en cause

unité : % de mis en cause-affaire



2. Mis en cause dans les affaires traitées par les parquets en 2024 selon le sexe et l’âge

unité : mis en cause-affaire



3. Mis en cause dans les affaires traitées par les parquets en 2024 selon la nature d’affaire principale et le type de mise en cause

unité : mis en cause-affaire

	Nombre de mis en cause				Répartition (en %)			
	Total	Hommes	Femmes	Personnes morales	Total	Hommes	Femmes	Personnes morales
Total	1 940 006	1 509 589	326 078	104 339	100,0	100,0	100,0	100,0
Atteinte à la personne humaine	718 208	549 827	159 909	8 472	37,0	36,4	49,0	8,1
Atteinte aux biens	388 590	300 125	69 398	19 067	20,0	19,9	21,3	18,3
Circulation et transports	424 409	344 164	48 095	32 150	21,9	22,8	14,7	30,8
Atteinte à l'autorité de l'État	182 519	153 638	23 800	5 081	9,4	10,2	7,3	4,9
Infraction à la santé publique	111 608	99 652	10 029	1 927	5,8	6,6	3,1	1,8
Atteinte économique, financière ou sociale	75 129	36 487	8 069	30 573	3,9	2,4	2,5	29,3
Atteinte à l'environnement	39 543	25 696	6 778	7 069	2,0	1,7	2,1	6,8

4. Mis en cause dans les affaires poursuivables en 2024 selon la nature d’affaire principale et le type de mise en cause

unité : mis en cause-affaire

	Mis en cause poursuivables				Proportion de poursuivables parmi les mis en cause (en %)			
	Total	Hommes	Femmes	Personnes morales	Total	Hommes	Femmes	Personnes morales
Total	1 224 662	992 919	178 726	53 017	63,1	65,8	54,8	50,8
Atteinte à la personne humaine	357 536	283 446	71 729	2 361	49,8	51,6	44,9	27,9
Atteinte aux biens	219 266	177 346	36 483	5 437	56,4	59,1	52,6	28,5
Circulation et transports	345 134	292 996	38 985	13 153	81,3	85,1	81,1	40,9
Atteinte à l'autorité de l'État	127 686	111 462	13 920	2 304	70,0	72,5	58,5	45,3
Infraction à la santé publique	93 350	83 943	8 162	1 245	83,6	84,2	81,4	64,6
Atteinte économique, financière ou sociale	55 622	26 748	5 276	23 598	74,0	73,3	65,4	77,2
Atteinte à l'environnement	26 068	16 978	4 171	4 919	65,9	66,1	61,5	69,6

11.3 LES DURÉES DE TRAITEMENT DES MIS EN CAUSE DANS DES INFRACTIONS PÉNALES

En 2024, le délai moyen de traitement d'une affaire traitée par le parquet – entre l'arrivée de l'affaire et le classement ou la poursuite – s'établit à 9,0 mois. Ce délai est quasi identique à celui observé en 2023.

En 2024, ce délai est de 11,1 mois lorsque l'affaire est classée car non poursuivable et de 18,0 mois quand elle est classée pour inopportunité des poursuites (contre respectivement 11,1 et 16,8 mois en 2023). Pour les classements suite à une procédure alternative réussie (hors composition pénale), le délai moyen s'établit à 8,9 mois. Pour les compositions pénales, le délai jusqu'au classement est sensiblement plus élevé (13,1 mois), en raison des nombreuses étapes nécessaires à sa mise en œuvre – proposition, acceptation par le mis en cause, validation par le juge (hormis dérogation) – et à l'exécution des mesures.

Le délai de traitement des personnes poursuivies est plus court (4,0 mois en moyenne), avec un délai raccourci en cas de poursuites devant une juridiction pour mineurs (2,1 mois), et prolongé lorsque l'affaire est transmise au juge d'instruction (11,4 mois).

Le délai moyen entre l'arrivée de l'affaire et la première décision au fond au tribunal correctionnel ou en juridiction pour mineurs hors assises s'élève à 9,1 mois en 2024, légèrement en hausse comparé à 2023 (8,9 mois). Ce délai s'élève à 7,1 mois pour les ordonnances pénales et à 6,0 mois pour les comparutions sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC). La phase d'audience de la CRPC peut être très courte si le prévenu accepte immédiatement

la proposition du procureur : plus de 50 % des ordonnances d'homologation de peine sont ainsi décidées dans la journée suivant leur orientation.

En cas de comparution immédiate, de convocation par procès-verbal du procureur (CPV), et de comparution à délai différé, le procureur peut déférer le prévenu suite à sa garde à vue. Plus de la moitié des mis en cause sont ainsi orientés dans la journée suivant l'arrivée de l'affaire. Les citations directes sont des procédures longues qui durent 30,5 mois en moyenne. Dans les renvois du juge d'instruction devant le tribunal correctionnel, les durées sont encore plus longues : 7,4 mois pour l'orientation et 46,1 mois pour l'audience, essentiellement pour mener à bien l'instruction.

Le délai moyen entre l'arrivée de l'affaire et la première décision au fond s'élève à 8,5 mois pour les mineurs, contre 9,0 mois pour les majeurs. Avec la nouvelle procédure de mise à l'épreuve éducative créée par le Code de la justice pénale des mineurs, qui permet de juger rapidement un mineur sur sa culpabilité (moins de 3 mois après la poursuite), tout en laissant ensuite un temps pour son accompagnement éducatif avant le prononcé de sa sanction, le délai pour les mineurs a considérablement diminué, de plus de 200 jours, depuis 2021. Cette nouvelle procédure s'applique aux poursuites engagées à compter du 30 septembre 2021.

Les affaires traitant des personnes morales sont les plus longues, 21,4 mois en moyenne.

Définitions et méthodes

Les données relatives à l'année 2024 sont provisoires.

Une fois arrivée au parquet, une affaire peut être considérée comme non poursuivable, auquel cas elle est classée sans suite. Si elle est poursuivable, elle peut être classée pour inopportunité des poursuites, classée après la réussite d'une procédure alternative ou d'une composition pénale, ou orientée vers une filière de poursuite. Pour les affaires classées, le délai entre l'arrivée de l'affaire au parquet et son classement est le **délai de classement**. Dans le cas d'une poursuite, le délai entre l'arrivée au parquet et l'orientation est appelé **délai d'orientation** ; celui entre l'orientation et la décision, jugement ou ordonnance, est appelé **délai d'audience**. Le délai de traitement par le parquet correspond, selon les cas, au délai de classement ou au délai d'orientation.

Les délais, calculés en jours calendaires par différence entre deux dates, sont convertis en mois en les divisant par 30, considérant par convention qu'un mois est égal à 30 jours.

Pour la définition des différents types de jugements en matière correctionnelle, se reporter au glossaire.

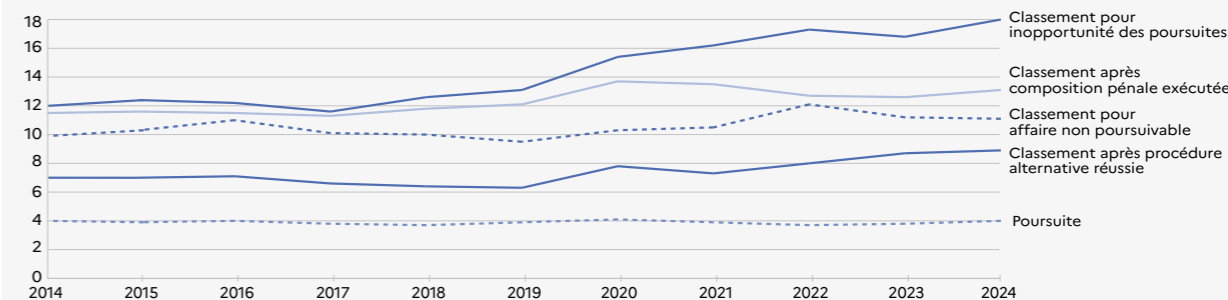
Champ : France, affaires pénales hors tribunaux de police, cours d'assises et cours criminelles départementales.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Pour en savoir plus : « Les durées de traitement des affaires pénales en 2018 », *Infostat Justice* 172, septembre 2019.
« La durée de traitement des affaires pénales impliquant des mineurs en 2017 », *Infostat Justice* 168, avril 2019.

1. Délai moyen de traitement des mis en cause par les parquets

unité : mois



2. Délai de traitement des mis en cause par les parquets en 2024

unité : mis en cause-affaire et mois

	Nombre de mis en cause	Délai moyen	Délai médian
Mis en cause dans les affaires traitées	1 940 006	9,0	2,8
Mis en cause dans des affaires non poursuivables	715 344	11,1	3,3
<i>dont</i>			
<i>infraction mal caractérisée</i>	442 526	8,3	2,1
<i>absence d'infraction</i>	85 333	7,0	2,8
<i>défaut d'élucidation</i>	94 437	15,3	6,8
<i>extinction de l'action publique</i>	60 883	33,5	19,5
Mis en cause dans des affaires poursuivables	1 224 662	7,8	2,6
Mis en cause dont l'affaire a fait l'objet d'un CSS⁽⁷⁾ pour inopportunité des poursuites	165 684	18,0	8,0
<i>dont</i>			
<i>recherche infructueuse</i>	52 002	23,6	14,0
<i>préjudice ou trouble causé par l'infraction peu important</i>	76 608	17,7	7,0
Mis en cause ayant fait l'objet d'une réponse pénale	1 058 978	6,2	2,0
Mis en cause ayant réussi une procédure alternative aux poursuites	317 635	8,9	4,4
Mis en cause ayant exécuté une composition pénale	84 726	13,1	10,8
Mis en cause ayant été poursuivis	656 617	4,0	0,2
Devant le tribunal correctionnel	544 497	3,6	0,1
Devant une juridiction pour mineurs	45 235	2,1	0,0
Devant le tribunal de police	30 642	5,1	2,5
Devant le juge d'instruction	36 243	11,4	3,6

(1) classement sans suite

3. Délai détaillé entre l'arrivée de l'affaire et la décision au fond en 2024

unité : mis en cause-affaire et mois

	Nombre de mis en cause	Délai moyen			Délai médian		
		Total	Orientation	Audience	Total	Orientation	Audience
Ensemble	630 439	9,1	3,8	5,3	4,9	0,1	2,6
Ordonnance pénale	222 029	7,1	4,5	2,5	4,3	2,0	1,1
Ordonnance de CRPC	98 997	6,0	3,7	2,3	4,1	0,0	0,0
Jugement au tribunal correctionnel	264 610	12,2	3,5	8,7	6,4	0,0	5,5
Comparution immédiate	59 580	1,2	0,4	0,8	0,1	0,0	0,0
Comparution à délai différé	5 282	3,0	0,7	2,2	1,8	0,0	1,7
Convocation sur procès-verbal du procureur	33 327	7,1	0,7	6,4	5,4	0,0	5,3
Convocation par officier de police judiciaire	128 943	12,7	4,3	8,4	9,0	0,0	7,1
Citation directe	10 489	30,5	16,7	13,8	23,8	10,2	9,9
Renvoi du juge d'instruction ou de la chambre de l'instruction	15 919	53,5	7,4	46,1	44,2	1,2	37,9
Jugement du juge ou du tribunal pour enfants⁽¹⁾	44 803	8,5	2,2	6,3	3,5	<0,1	2,8
dont renvoi du juge d'instruction	1 572	49,5	4,4	45,0	45,2	0,1	40,1

⁽¹⁾ délai jusqu'au premier jugement au fond, hors période de mise à l'épreuve éducative

Note : pour environ 1,8 % des mis en cause poursuivis, la voie procédurale n'est pas connue.

4. Délai moyen entre l'arrivée de l'affaire et la décision au fond en 2024, par type de mis en cause

unité : mois

	Tous mis en cause	Majeurs	Mineurs	Personnes morales
Ensemble	9,1	9,0	8,5	21,4
Ordonnance pénale	7,1	6,9	so	12,9
Ordonnance de CRPC	6,0	5,9	so	22,7
Jugement au tribunal correctionnel	12,2	12,0	so	39,5
Comparution immédiate	1,2	1,2	so	19,4
Comparution à délai différé	3,0	3,0	so	6,5
Convocation sur procès-verbal du procureur	7,1	7,1	so	24,6
Convocation par officier de police judiciaire	12,7	12,6	so	30,5
Citation directe	30,5	29,7	so	39,4
Renvoi du juge d'instruction ou de la chambre de l'instruction	53,5	52,9	so	96,9
Jugement du juge ou du tribunal pour enfants⁽¹⁾	8,5	so	8,5	so
dont renvoi du juge d'instruction	49,5	so	49,5	so

⁽¹⁾ délai jusqu'au premier jugement au fond, hors période de mise à l'épreuve éducative

Note : pour environ 1,8 % des mis en cause poursuivis, la voie procédurale n'est pas connue.

11.4 LES MIS EN CAUSE DANS LES DÉCISIONS DES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, DES JUGES DES ENFANTS ET DES TRIBUNAUX POUR ENFANTS

En 2024, 630 400 décisions ont été prononcées par les tribunaux correctionnels et les juges et tribunaux pour enfants, qu'il s'agisse d'un jugement, d'une ordonnance pénale ou d'une ordonnance de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC).

51 % des décisions concernent les ordonnances, ordonnances pénales et ordonnances de CRPC (35 % pour les ordonnances pénales et 16 % pour les CRPC) : ce sont des procédures simplifiées, sans audience, même si la CRPC implique une présentation physique du mis en cause devant le procureur de la République. Les jugements des tribunaux correctionnels représentent également 42 % des décisions : ils sont composés principalement de convocations par officier de police judiciaire (49 % des jugements), de comparutions immédiates (23 %) et de convocations sur procès-verbal du procureur (13 %). Les jugements des juges et tribunaux pour enfants représentent 7 % des décisions.

Le taux de relaxe pour les personnes jugées en audience du tribunal s'établit à 4 %. Il est identique en comparution immédiate (4 %) et sensiblement plus élevé en citation directe et sur renvoi du juge d'instruction (respectivement 17 % et 11 %). Neuf jugements sur dix sont rendus contradictoirement. Le taux de relaxe est plus élevé lorsque le mis en cause est présent : 9 %, contre 5 % lorsqu'il est absent. Seuls 3 % des jugements sont rendus par défaut.

Dans la plupart des grandes catégories d'infractions, les déclarations de culpabilité prononcées en audience du tribunal sont nettement majoritaires, notamment pour les atteintes à la personne humaine (81 %) et les atteintes aux biens (67 %). Les procédures simplifiées (ordonnances pénales et CRPC) constituent toutefois l'essentiel des déclarations de culpabilité relatives au contentieux routier (84 % des déclarations de culpabilité).

Définitions et méthodes

Les données relatives à l'année 2024 sont provisoires.

On s'intéresse dans cette fiche aux décisions des tribunaux correctionnels et des juges et tribunaux pour enfants (donc y compris les crimes commis par les mineurs de moins de seize ans et les infractions donnant lieu à des contraventions de 5^e classe commises par les mineurs).

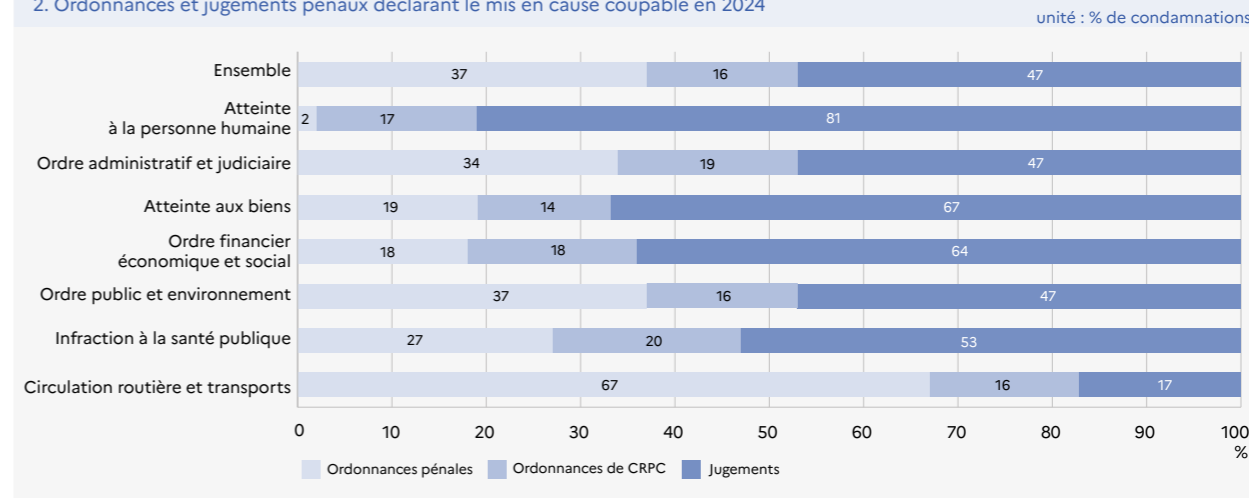
Les données présentées sont en unité de compte mis en cause-affaire : un mis en cause concerné par plusieurs affaires sera comptabilisé autant de fois qu'il y a d'affaires.

Pour la définition des différents types de décisions en matière correctionnelle, voir le glossaire.

1. Ordonnances et jugements pénaux en 2024			
1a. par type de jugement			
	Mis en cause	Coupables	Relaxés
Total	630 439	605 058	25 381
Ordonnances pénales	222 029	221 139	890
Ordonnances de CRPC	98 997	98 997	so
Jugements au tribunal correctionnel	264 610	244 258	20 352
Comparution immédiate	59 580	56 916	2 664
Comparution à délai différé	5 282	4 872	410
Convocation sur procès-verbal du procureur	33 327	31 232	2 095
Convocation par officier de police judiciaire	128 943	118 011	10 932
Citation directe	10 489	8 698	1 791
Renvoi du juge d'instruction ou de la chambre de l'instruction	15 919	14 199	1 720
Procédure non indiquée	11 070	10 330	740
Jugements du juge ou du tribunal pour enfants	44 803	40 664	4 139

1b. par mode de jugement			
	Mis en cause	Coupables	Relaxés
Total	630 439	605 058	25 381
Ordonnances pénales	222 029	221 139	890
Ordonnances de CRPC	98 997	98 997	so
Jugements	309 413	284 922	24 491
Contradictoire	233 145	211 756	21 389
Contradictoire à signifier	66 783	64 184	2 599
Par défaut	9 485	8 982	503

2. Ordonnances et jugements pénaux déclarant le mis en cause coupable en 2024



Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée.

Pour en savoir plus : Études et statistiques | Ministère de la justice.

11.5 LES AUTEURS CONDAMNÉS

En 2024, 559 400 condamnations ont été prononcées envers des personnes physiques et inscrites au Casier judiciaire national, un volume en hausse de 2 % par rapport à 2023 (547 600 condamnations). Ces condamnations ont concerné 453 600 auteurs différents, dont près d'un sur cinq a été condamné plusieurs fois au cours de l'année (83 000 condamnés). À l'inverse, 370 600 auteurs n'ont connu qu'une seule condamnation dans l'année.

En 2024, les tribunaux correctionnels sont à l'origine de près de neuf condamnations sur dix (87 %), les juridictions pour mineurs de 5 %, les tribunaux de police de 4 %, les cours d'appel de 4 %, les cours d'assises et cours criminelles départementales de moins de 1 %. Plus de la moitié des condamnations ont été prononcées sans audience, soit par ordonnance pénale (36 %), soit par comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (17 %). Les condamnations par un jugement ou un arrêt (47 %) sont rendus dans les trois quarts des cas de façon contradictoire, les autres jugements et arrêts devant être signifiés aux condamnés : 21 % sont contradictoires à signifier et 3 % prononcés par défaut ou en itératif défaut. Le mode contradictoire est très fortement majoritaire devant les cours d'assises, les cours criminelles départementales et les juridictions pour mineurs : il y représente respectivement 98 %, 99 % et 87 % des condamnations.

Les condamnations pour délit représentent la grande majorité

des condamnations prononcées (94 %), les condamnations pour crime ou contravention de 5^e classe ne représentant respectivement que 1 % et 5 % des condamnations. Parmi les condamnations en matière criminelle, trois sur cinq sanctionnent une infraction principale de viol et autres crimes de nature sexuelle (61 %), 28 % d'homicides et violences volontaires et 10 % de vols criminels. En matière délictuelle, quatre condamnations sur dix sanctionnent des infractions relatives à la circulation routière. Les condamnations pour des délits d'atteinte à la personne, d'atteinte aux biens ou relatifs à la législation sur les stupéfiants représentent respectivement 23 %, 16 % et 10 % des condamnations pour délit. Les condamnations pour une contravention de 5^e classe sanctionnent pour plus de la moitié d'entre elles des infractions à la sécurité routière (59 %), devant les violences volontaires ou involontaires de faible gravité (17 %).

Dans plus du tiers des condamnations en 2024, plusieurs infractions ont été jugées. Ainsi, les 559 400 condamnations prononcées en 2024 ont sanctionné 928 700 infractions.

La loi du 18 novembre 2016, entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2018, a introduit la possibilité de recourir à la procédure d'amende forfaitaire pour certains délits (usage de stupéfiant, conduite sans permis, conduite sans assurance). En 2024, 396 300 amendes forfaitaires délictuelles (AFD) ont été reçues, un volume en hausse de 27 % par rapport à 2023 (312 200 AFD reçues).

Définitions et méthodes

Les données relatives à l'année 2024 sont provisoires. 22 % des condamnations ont été estimées. Les condamnations présentées ici sont celles prononcées à l'encontre des personnes physiques.

Les modes de décision

En matière pénale, une décision de condamnation (jugement ou arrêt) peut être qualifiée de :

• **contradictoire** : la décision a été rendue en présence de l'intéressé ;

• **contradictoire à signifier** : la décision a été rendue en l'absence de l'intéressé, averti de la date de l'audience, et doit être portée à sa connaissance pour faire courir le délai d'appel ;

• **par défaut** : la décision a été rendue en l'absence de l'intéressé qui, bien que régulièrement cité, n'a pas eu connaissance de cette date d'audience. La décision doit donc être portée à sa connaissance pour lui permettre de faire opposition et d'être rejugé en sa présence ;

• **itératif défaut** : après une première décision par défaut, l'intéressé fait opposition mais ne comparaît pas lors de l'audience sur opposition, à laquelle il a pourtant été régulièrement convoqué mais dont il n'a pas eu connaissance de la date. La décision, prise donc en itératif défaut, scelle la première décision par défaut.

Infraction principale (définition statistique) : elle est déterminée, parmi les infractions condamnées, à partir de la qualification de l'infraction (un crime prime sur un délit, qui prime sur une contravention), de l'encouru de l'infraction et de la nature d'affaire déduite de la nature d'infraction. Toute autre infraction condamnée est dite **infraction associée**.

La notion d'infraction principale n'existe pas juridiquement, elle est définie uniquement à des fins statistiques.

Condamnation, composition pénale, ordonnance pénale, comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC), amende forfaitaire délictuelle : cf. glossaire.

Champ : France.

Source : ministère de la justice, SG, SSER, fichier statistique du Casier judiciaire national des personnes physiques ; ANTAI, application AGDD (pour le commentaire).

Pour en savoir plus : « Les condamnations en France en 2023 », décembre 2024. Les condamnations | Ministère de la justice.

1. Les condamnation de personnes physiques en 2024 selon le mode de jugement et le type de juridiction								
	Total	Cours d'assises	Cours criminelles départementales	Cours d'appel	Juridiction Tribunaux correctionnels	Tribunaux de police	Tribunaux pour enfants	Juges des enfants
Total	559 444	2 098	1 146	20 421	486 493	20 851	14 315	14 120
Jugements et arrêts	264 613	2 098	1 146	20 421	206 553	5 960	14 315	14 120
Contradictoire (hors CRPC)	201 651	nc	1 138	14 687	154 518	nc	12 646	12 129
Contradictoire à signifier	54 734	nc	0	5 439	45 563	1 131	993	nc
Défaut	7 811	so	so	282	6 148	341	657	383
Itératif défaut	369	so	so	13	324	nc	19	nc
Défaut criminel	48	40	8	so	so	so	so	so
Ordonnances	294 831	so	so	so	279 940	14 891	so	so
Ordonnance pénale	201 096	so	so	so	186 205	14 891	so	so
Ordonnance de CRPC	93 735	so	so	so	93 735	so	so	so

2. Les personnes physiques condamnées en 2024 selon l'infraction principale				
	Total	Nombre de condamnés		
		Ayant eu une condamnation dans l'année	Ayant eu plusieurs condamnations dans l'année	Nombre de condamnations
Total	453 640	370 592	83 048	559 444
Crime	3 035	2 679	356	3 127
Délit	427 924	349 580	78 344	526 576
Contravention	22 681	18 333	4 348	29 741

3. Les infractions condamnées en 2024

unité : condamnation et infraction

559 444 condamnations de personnes physiques

353 997 condamnations pour infraction unique

205 447 condamnations pour infractions multiples

205 447 infractions principales

369 227 infractions associées

928 671 infractions sanctionnées

4. La nature des infractions principales sanctionnées en 2024	
Total	559 444
Crime	3 127
Viol et autre crime de nature sexuelle	1 892
Homicide et violence volontaire	885
Vol criminel	303
Autres crimes	47
Délit	526 576
Circulation routière et transport	209 598
Atteinte aux biens	85 891
Vol, recel	63 723
Escroquerie, abus de confiance	11 461
Destruction, dégradation	10 707
Atteinte à la personne	120 033
Coup et violence volontaires	80 724
Homicide et blessure involontaires	7 662
Délit sexuel	9 723
Autre atteinte à la personne	21 924
Infraction sur les stupéfiants	51 716
Infraction à la législation économique et financière	10 284
Atteinte à l'ordre administratif et judiciaire (dont outrage, rébellion)	25 913
Commerce et transport d'armes	8 433
Faux en écriture publique ou privée	6 158
Atteinte à l'environnement	2 203
Autre délit	6 347
Contravention de 5 ^e classe	29 741
Circulation routière	15 693
Transport routier	1 889
Violence volontaire et violence involontaire de faible gravité	5 094
Atteinte aux biens	2 033
Atteinte à l'environnement	2 086
Autres contraventions	2 946

120 RÉFÉRENCES STATISTIQUES JUSTICE | ÉDITION 2025

RÉFÉRENCES STATISTIQUES JUSTICE | ÉDITION 2025 121

